



CDEN du 17 mars 2025

Madame la Directrice Académique Adjointe, Mesdames, Messieurs les membres du CDEN,

Nous souhaitons aborder plusieurs points en lien avec l'actualité.

1. Tout d'abord, nous ne pouvons nous satisfaire des conséquences des restrictions budgétaires décidées par le gouvernement. D'après les documents de travail qui nous ont été communiqués, en Gironde, elles entraînent 106 fermetures de classes en maternelle et élémentaire à la rentrée 2025 pour seulement 47 ouvertures. Certes, la baisse démographique prévue pour les années à venir, entraîne une baisse du nombre d'élèves dans certains territoires. Mais, comme nous l'avons toujours demandé, cela devrait être l'occasion de réduire le nombre d'élèves par classe, non d'en fermer ! Nous rappelons encore et encore que le nombre moyen d'élèves par classe en France est un des plus importants de l'OCDE.

Dans les territoires ruraux notamment ceci va inévitablement avoir pour conséquence le regroupement de plusieurs niveaux, voire de plusieurs cycles, au sein d'une même classe ; ce qui est une difficulté majeure. Ce phénomène qui va être amené à s'accroître pose bien sûr la question de l'accompagnement et de la formation continue des professeurs des écoles. Qu'en est-il ?

2. Ensuite, cette année, les difficultés de remplacement des enseignants absents, que ce soit à l'école, au collège ou au lycée, ont été très importantes. Comment se fait-il que des élèves se sont retrouvés parfois sans professeur de français pendant plusieurs semaines, voire plusieurs mois ? La réforme des groupes de niveaux au collège a montré ses effets délétères, encore renforcés par les difficultés à recruter des enseignants dans certaines disciplines pour le second degré. Des scolarités ont été mises en péril. Les DGH qui commencent à être annoncées dans les collèges et les lycées montrent la contraction des moyens et la mise en tension de certaines disciplines et/ou filières. Ceci doit changer !

3. Le 13 mars dernier s'est clôturée la phase de saisie des vœux sur Parcoursup. Nous constatons l'explosion d'écoles privées aux diplômes non reconnus par l'Etat, qui pressent les familles et pratiquent un hameçonnage éhonté lors des salons de l'orientation et des étudiants. Face aux incertitudes liées à la réforme du lycée et à la sélection Parcoursup, les familles se voient rassurées par ces offres d'enseignement supérieur privé pour lesquelles il suffit de payer, pour être admis. Ils déboursent parfois des fortunes en frais d'inscription sans se douter que les soi-disant diplômes qui seront (ou non !) délivrés n'auront aucune valeur. Bien souvent, ces écoles ou instituts sont soutenus par les aides publiques au développement de l'apprentissage. Nous demandons donc de manière urgente un grand nettoyage de l'offre de formation et la création d'un label très lisible pour les élèves et leurs familles afin d'identifier les formations non diplômantes ou proposant des diplômes qui n'en sont pas.

4. Enfin, nous dénonçons fermement la tentative de réintroduire des contenants en plastique dans les restaurations collectives et scolaires. Le contact prolongé des aliments dans la barquette plastique et la réchauffe posent de nombreuses questions au regard des connaissances actuelles sur le lien entre alimentation et santé. Les matières plastiques contiennent des « perturbateurs endocriniens » avérés. Ils sont d'autant plus nocifs que la fréquence d'exposition est élevée et que l'exposition intervient durant l'enfance, période clé du développement du système hormonal. Leur migration des contenants plastiques vers les aliments est amplifiée par la chaleur, les aliments gras ou acides.

**Les conséquences sont des baisses de fertilité, une augmentation des pubertés précoces, de l'obésité, des diabètes, de l'hyperactivité, des endométrioses, mais aussi à long terme une explosion des cancers hormonaux.**

Nous attendons une réaction très forte de la part des collectivités et des élus pour lutter contre la destruction de la santé de nos enfants et des personnels qu'essaie de nous imposer les lobbies du plastique.

Attachés à la réussite de tous les jeunes, nous exigeons des moyens à la hauteur des besoins, qui permettent aux établissements scolaires de jouer pleinement leur rôle.

Toujours nous nous élèverons contre la destruction du service public d'éducation

Nous vous remercions pour votre attention.

Les administrateurs de la FCPE 33.